

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT



REPUBLIQUE DE GUINEE

**RAPPORT DE LA REVUE A MI-PARCOURS DU
DOCUMENT DE STRATÉGIE PAR PAYS
AXÉE SUR LES RÉSULTATS 2005-2009
(DSPAR 2005-2009)**

**DEPARTEMENT REGIONAL OUEST II
ORWB**

SEPTEMBRE 2008

EQUIVALENCES MONETAIRES

(Septembre 2008)

Unité monétaire	=	le franc guinéen (GNF)
1 UC	=	8283,20 GNF
1 UC	=	1,601 US \$
1 UC	=	1,062 Euro

EXERCICE BUDGETAIRE

1er janvier – 31 décembre

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD	Agence française de développement
ANLC	Agence nationale de lutte contre la corruption et la moralisation des activités économiques et financières
BAD	Banque africaine de développement
CBG	Compagnie de Bauxite de Guinée
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIRCAM	Comité interministériel pour la révision des contrats miniers
CAD/OCDE	Comité action pour le Développement de l'OCDE
DSPAR	Document de stratégie par pays axée sur les résultats
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
SRP	Stratégie de Réduction de la pauvreté
SP-SRP	Secrétariat permanent de la Stratégie de réduction de la pauvreté
DTS	Droits de tirages spéciaux
EU	Etats-Unis
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
FAD	Fonds africain de développement
FED	Fonds européen de développement
FMI	Fonds monétaire international
FRPC	Facilité de réduction de la pauvreté et de croissance
GdG	Gouvernement de Guinée
GNF	Franc guinéen
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONG	Organisation non gouvernementale
PADER HG	Projet d'appui au développement rural en Haute Guinée
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PME/PMI	Petite et moyenne entreprise/Petite et moyenne industrie
PNIR	Projet de pistes rurales
PNRCG	Programme national de renforcement des capacités et de gouvernance
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PPTE	Pays pauvres très endettés
SISRP	Système d'information et de suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté
TBS	Taux brut de scolarisation
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UC	Unité de compte du Groupe de la Banque
UE	Union européenne
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
VAN	Valeur actualisée nette
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome immunodéficitaire acquis
ZMAO	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

Table des matières

I.	INTRODUCTION	1
II.	CONTEXTE DU PAYS	1
2.1	Evolution politique récente	1
2.2	Situation économique et sociale	2
III.	RESULTATS A MI-PARCOURS DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION DU GROUPE DE LA BANQUE	3
3.1.	Progrès vers les résultats attendus	3
3.2.	Progrès dans la délivrance des produits attendus	4
3.3.	Questions liées à l'allocation des ressources	6
3.4.	Questions liées à la gestion du portefeuille	7
3.5.	Développements en matière de la coordination de l'aide et de l'harmonisation	7
3.6.	Suivi et évaluation de la stratégie de la Banque	7
IV.	LECONS TIREES A MI PARCOURS	7
4.1	Leçons pour la Banque	7
4.2	Leçons pour le Gouvernement	9
V.	STRATEGIE DE LA BANQUE POUR LA PERIODE RESTANTE	9
5.1	Consultations avec les parties prenantes	9
5.2	Stratégie pour la période 2008-2010	9
5.3	Mise en œuvre de la stratégie au cours de la période restante	11
5.4.	Questions relatives au dialogue avec le pays	11
5.5.	Risques et mesures d'atténuation	11
VI.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	11
6.1.	Conclusions	11
6.2.	Recommandations	12

Liste des graphiques et tableaux

Graphique 1:	Principaux indicateurs macroéconomiques	2
Graphique 2:	Diagramme d'indicateurs relative à la facilité des affaires « Doing Business »	2
Graphique 3:	Diagramme d'indicateurs sociaux choisis	3
Tableau 1 :	Cadre des résultats du DSPAR 2005-2009	4
Tableau 2 :	Tableau résumé des interventions de la Banque en 2008-2009	10

Annexes

Annexe 1:	Cadre de résultat pour la période restante (2008-2009) de mise en œuvre du DSPAR
Annexe 2:	Tableau résumé des opérations en cours
Annexe 3:	Tableau résumé des performances du portefeuille
Annexe 4:	Situation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris
Annexe 5:	Tableau résumé des principaux indicateurs macroéconomiques
Annexe 6:	Indicateurs des OMD (1990-2006)

Ce document a été rédigé à la suite d'une mission de préparation et d'une mission d'étude économique réalisées du 13 janvier au 3 février 2008 à Conakry par Monsieur Olivier Manlan, Economiste Pays (ORWB, poste 3602), et un consultant pour ce qui est de l'étude. Mesdames Ginette Nzau, Experte en réduction de pauvreté (OSHD), Jeanne Nzeymana, Experte en microfinance (OSHD), et Monsieur Abubacar Magassouba, Expert en acquisition (OSHD), conduisant parallèlement une mission de supervision, ont pris part aux travaux de la mission. Les questions devront être adressées à M. I. Koussoubé, OIC, ORWB, 2158.

I. INTRODUCTION

1.1. Les conseils ont approuvé le 6 juillet 2005 le Document de stratégie pays axé sur les résultats (DSPAR) 2005-2009 de la Guinée, fondé sur les deux piliers suivants : (i) le renforcement des infrastructures de base et des secteurs porteurs de croissance ; et, (ii) l'amélioration des services sociaux de base. Tout en appréciant les progrès en matière de réformes, les Conseils avaient en revanche exprimé leur préoccupation quant à l'aggravation de la pauvreté dont l'incidence avait atteint 49% en 2002 contre 40,3% en 1995. Ils avaient observé qu'au regard de la tendance d'alors, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ne seraient pas atteints en 2015. Les Conseils avaient alors exhorté le Gouvernement à poursuivre les efforts visant à stabiliser le cadre macroéconomique, et insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles, ainsi que sur l'urgence à renforcer la gouvernance et la transparence. Ils avaient enfin encouragé le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour éviter l'accumulation d'arriérés pour une meilleure exécution des opérations.

1.2. La présente revue à mi-parcours fait le point des progrès réalisés sur la période 2005-2007, dans la mise en œuvre du cadre des résultats du DSPAR et des recommandations des Conseils, et tire des leçons pour la poursuite des activités sur la période restante. Il convient de souligner que la qualité insuffisante des cadres de suivi-évaluation dans les projets en cours, ainsi que les faiblesses de l'environnement institutionnel et statistique ont contrarié l'approfondissement de certaines analyses du rapport. Outre l'introduction, le présent rapport comprend les parties suivantes : (i) les développements récents ; (ii) les résultats à mi-parcours du DSPAR 2005-2009 ; (iii) la stratégie de la Banque pour la période restante ; et, (iv) les conclusions et recommandations.

II. CONTEXTE DU PAYS

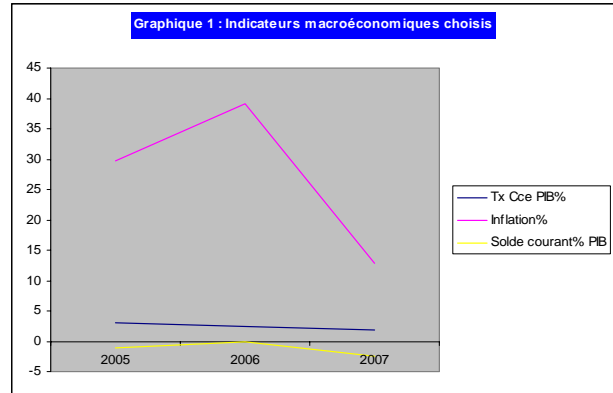
2.1 Evolution politique récente

2.1.1. La situation sociopolitique qui était fragile en 2005 lors de l'adoption du DSPAR, s'est considérablement dégradée en début 2007 à la suite d'une quasi insurrection populaire. Principalement, les manifestations contre la détérioration des conditions de vie des couches les plus vulnérables, une inflation galopante (hausse des prix de denrées de première nécessité, surtout le riz, principal aliment en Guinée), et les délestages massifs ont entraîné de violents heurts entre les forces de l'ordre et les populations. Une menace de guerre civile a été évitée suite à la conclusion d'un accord de paix inter guinéen avec l'appui diplomatique de la CEDEAO et de l'Union africaine (UA). Cet accord a conduit à la nomination en avril 2007 d'un nouveau Gouvernement de mission, majoritairement composé de ministres, n'appartenant pas, tout comme le Premier Ministre, à la mouvance présidentielle. Sa mise en œuvre à travers un cadre de concertation Gouvernement-Société civile-Patronat, devrait conduire à des élections législatives d'ici la fin de l'année 2008.

2.1.2. Cependant, suite au limogeage du Premier Ministre en mai 2008, un nouveau gouvernement a été formé. Si certains ministres clés n'appartenant à aucune mouvance politique ont été maintenus, le nouveau gouvernement dit d'ouverture, voit l'entrée de ministres détenant des postes clés, appartenant à la mouvance présidentielle. En définitive, malgré le retour au calme, ces événements attestent de la fragilité sociopolitique et institutionnelle, exacerbée par des tensions de trésorerie persistantes.

2.2 Situation économique et sociale

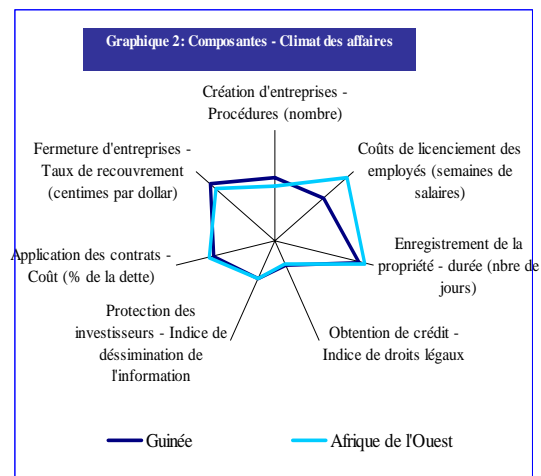
2.2.1. **Une Croissance économique atone, coûteuse pour l'équilibre externe.** Au plan économique, en dépit d'un accroissement des investissements privés (20,2% du PIB en 2006 à 24,5% du PIB en 2007) essentiellement dans la production minière, le rythme de croissance du PIB réel a marqué le pas (1,8% en 2007 contre 2,4% en 2006 et 3% en 2005). Cette croissance relativement atone, a été coûteuse pour l'équilibre externe, notamment avec l'approfondissement du déséquilibre du compte courant (-2,5% du PIB en 2007 contre -0,1% du PIB en 2006) et l'affaiblissement de la position extérieure (0,4 mois de réserve d'importation en fin 2007 contre 0,8 mois en fin 2006). En effet, avec la détérioration des termes de l'échange (-8,2% en 2007 contre -6,1% attendus), les gains en matière de production de bauxite ont été absorbés par la hausse du prix du fuel, nécessaire à l'exploitation de ce minerai. Néanmoins, il convient de souligner que la suspension du recours au financement monétaire du déficit, combinée aux efforts du Gouvernement pour contrôler les dépenses, ont permis de faire reculer significativement l'inflation (13% en fin 2007 contre 39% en fin 2006), et de consolider le solde primaire (3,7% du PIB en 2007 contre 1,5% en 2006).



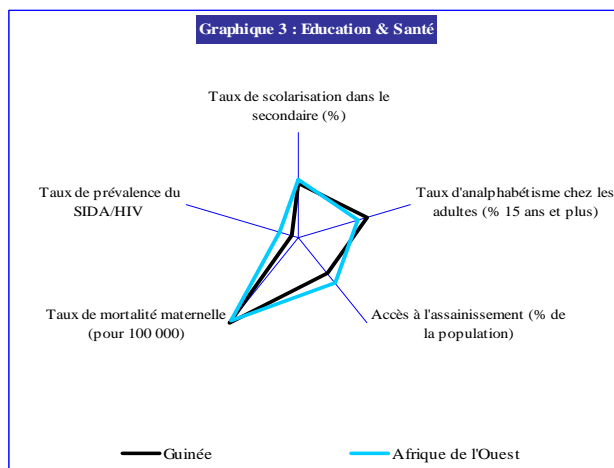
2.2.2. **Une amorce de rationalisation de la gestion des finances publiques.** A son avènement en avril 2007, le Gouvernement de mission s'est essentiellement focalisé sur les réformes visant l'ajustement macro budgétaire, en accélérant la cadence des réformes en matière de gestion des finances publiques. Il a procédé, d'une part, au gel des avances de la Banque centrale à l'Etat, à un suivi rigoureux du plan de trésorerie mensuel, à la suspension des exemptions fiscales non légales et aux dépenses extrabudgétaires, et d'autre part, à la redynamisation de la collecte et du recouvrement des taxes (renforcement contrôles fiscaux, systématisation de l'utilisation de l'identifiant unique des contribuables, particulièrement aux douanes, contrôle strict des exonérations, etc.). Cela a permis de conclure une FRPC avec le FMI en décembre 2007, et d'obtenir un accord de rééchelonnement de la dette extérieure publique avec les créanciers du Club de Paris en janvier 2008. L'objectif est maintenant d'atteindre en début 2009, le point d'achèvement de l'initiative PPTE, et de bénéficier de l'allègement et de l'IADM, la dette étant insoutenable, avec notamment un ratio VAN dette/exportations de 186%.

2.2.3. **Un environnement des affaires encore peu incitatif.** La Guinée, à l'instar de la plupart des pays africains, se situe dans les quintiles inférieurs, synonyme d'un environnement des affaires peu incitatif, même si, les résultats de « Doing Business » 2008, indiquent une légère amélioration du climat des affaires (166^{ème} à la 167^{ème} place dans le classement 2007). En effet, dans un environnement macroéconomique en amélioration, des progrès ont notamment été réalisés en matière de délivrance des licences et de fermeture d'activités, contre un recul quant aux procédures pour la création d'entreprises.

Facilité des affaires (BM)	An. 2007	1er Quintile	2ème Quintile	3ème Quintile	4ème Quintile	5ème Quintile



2.2.4. Indicateurs sociaux en deçà des moyennes africaines, et contexte social tendu. Avec un IDH de 0,456 en 2005, en deçà de la moyenne africaine, la Guinée demeure dans les quintiles inférieurs. L'incidence de la pauvreté est élevée à 53,6% en 2005. Seulement 50% des guinéens ont accès à l'eau salubre (62,3% pour l'Afrique, 2004), et 18% ont accès aux services sanitaires (contre 40% pour l'Afrique, 2004). Les taux de mortalité infantile et maternelle (2005) sont respectivement de 102 pour mille et 980 pour cent mille (contre 85 pour mille et 724 pour cent mille pour l'Afrique, 2005). On dénombre seulement 6 médecins pour dix mille habitants (contre 40 médecins pour l'Afrique, 2005). En ce qui concerne l'éducation, en 2007, les TBS sont respectivement de 80 et 49,9 pour cent pour le primaire et secondaire (96,4 et 44,5 pour l'Afrique en 2006).



2.2.5. Les tensions sociales sont persistantes dans un contexte de difficultés économiques, de faible satisfaction des besoins sociaux, et de hausse des prix des biens de première nécessité (prix du carburant, prix des produits alimentaires, du transport, etc.). Pour prévenir et contenir les manifestations contre à la hausse des prix du carburant et des produits de première nécessité, le Gouvernement a pris des mesures d'accompagnement. Plus spécifiquement, la hausse des prix des produits pétroliers de 63% en moyenne depuis le 1^{er} avril 2008, a été accompagnée de mesures d'atténuation dont le coût représente 0,4% du PIB (environ 85,5 milliards de Francs guinéens, focalisés sur la réduction des droits de douane sur le riz, les primes de transport des fonctionnaires, l'augmentation des bourses des étudiants, et la réduction du prix de transport des étudiants). Afin de soutenir ces mesures d'accompagnement, la BM a octroyé à la Guinée un don de 10 millions de dollars EU, tandis que le FMI a augmenté le droit de tirage du pays au titre du programme soutenu par la FRPC d'environ 21 millions de DTS.

III. MISE EN ŒUVRE DU DSPAR ET RESULTATS REALISES A MI-PAROURS

3.1. Progrès vers les résultats globaux (réduction de la pauvreté)

3.1.1. Le DSRP II élaboré en 2007 relève que l'incidence de la pauvreté s'est accrue de 49,2% en 2002 à 53,6% en 2005, tendance qui s'est poursuivie alors que l'objectif du DSRP I (2002-2005) était de contribuer à réduire l'incidence de la pauvreté de 49,2% en 2002 à 30% en 2010. Plus spécifiquement, sur les 18 indicateurs de résultats visés, seulement 2 ont été pleinement réalisés (élaborer le DSRP II ; et maintenir la prévalence du VIH-SIDA à moins de 5%), 6 n'ont pas été réalisés (dont les 2 plus importants sont : Lois de règlement transmise à l'assemblée nationale dans les délais ; Chaîne pénale contre l'impunité des corrompus et corrupteurs mise en place), et 10 ont enregistré un début de réalisation (voir tableau 1 ci-après).

3.1.2. Les principales causes ayant affecté la mise en œuvre de la stratégie concernent l'instabilité politique et institutionnelle récurrente, l'insuffisante application des principes de bonne gouvernance dans la gestion publique et macroéconomique, la lourdeur du circuit d'approbation des marchés, les faiblesses de capacités de l'administration, et les sanctions récurrentes pour cause d'arriérés de paiement vis-à-vis de la Banque. Sur ce dernier point, même si le pays a en fin de compte régularisé sa situation, il convient de souligner que de 2006 à 2007 le pays est demeuré, de manière alternée certes, sous sanction pendant 305 jours.

Tableau 1 : Cadre de résultat du DSPAR 2005-2007 de la Guinée

Cadre de résultats du DSPAR 2005-2007 de la Guinée		
Résultats à long terme	Résultats attendus du DSPAR	Réalisations
PILLIER I : le renforcement des infrastructures de base et des secteurs porteurs de croissance		
1.1. Stabilisation du cadre macroéconomique dans un contexte de renforcement des capacités institutionnelles et de promotion de bonne gouvernance,	En 2007 :	
	1.1.1. Réduction de moitié en 2006 des arriérés de paiements et apurement du total au plus tard en 2007	Partiellement réalisé : le processus a été entamé et doit être poursuivi
	1.1.2. 8 cadres de la DNDIP formés aux techniques d'analyse et de gestion de la dette	Partiellement réalisé : pour cause de démarrage tardif du projet. Les cadres de la division dette ont toutefois bénéficié d'une formation de DRI au Cameroun.
	1.1.3. Lois de règlements transmises à l'Assemblée nationale dans les délais	Pas réalisé. Les autorités ont indiqué que ce sera réalisé en 2008.
	1.1.4. Chaîne pénale contre l'impunité des corrompus et corrupteurs mise en place	Pas réalisé. Actes pas encore approuvés.
	1.1.5. DSRP II élaboré	Réalisé
1.2. Croissance de la production agricole et sécurité alimentaire assurée	En 2007 :	
	1.2.1. Hausse de 10% de bas-fonds aménagés, de 20% des terres aménagés pour la culture pluviale; de 10% de plantations forestières réalisées	Pas réalisé.
	1.2.2. Amélioration de 1960 km de pistes dont 600 Km préfectorales et 1360 Km communautaires.	Partiellement réalisé : information reçue (73/110 Km de pistes réhabilitées).
1.3. Réduction des coûts des facteurs de production et amélioration de la compétitivité de l'économie	En 2007 :	
	1.3.1. Accroissement de la part des transports dans le PIB de 5% à 7%	Pas réalisé. Le projet censé y contribuer, n'a pas démarré
	1.3.2. Réduction des coûts d'exploitation des véhicules de près de 30% à 35%.	Pas réalisé. Revoir car information difficile à collecter
PILLIER II : l'amélioration des services sociaux de base.		
2.1. Accroissement de l'accès, de l'équité et de la qualité de l'éducation de base et des services de santé, et Renforcement de la capacité de gestion du système éducatif	En 2007 :	
	2.1.1. Le TBS au primaire passé de 77% en 2004, à 85% en 2007	Partiellement réalisé : Le TBS au primaire en 2007 est de 80%
	2.1.2. Le TBS au secondaire passe de 35,3% en 2004, à 50% en 2007	Le TBS au secondaire en 2007 est de 49%.
	2.1.3. Ratio filles/garçons de 43% en 2004 à 50% en 2007	Le ratio filles /garçons est de 48,32% en 2007.
	2.1.4. 90 salles de classe; 90 logements de maîtres; 30 forages sont réalisés;	La construction des salles de classe, des logements de maîtres, de forages, de collèges ruraux, d'une ENI n'a pas été réalisée en raison du retard enregistré dans le recrutement des consultants prévus (Maître d'Ouvrage Délégué et Cabinet d'études et de supervision).
	2.1.5. Environ 5 000 filles défavorisées ont reçu gratuitement des cartables et fournitures scolaires	Partiellement réalisé. Les manuels et matériels didactiques ont été acquis.
	2.1.6. 30 agents du MEPU formés en planification de l'éducation	Pas réalisé.
2.1.7. Plan de maintenance des infrastructures élaboré en 2007.	Pas réalisé. Les agents du SNIES n'étant pas encore formés.	
	2.1.6 Prévalence maintenue à moins de 5%	Réalisé. Le taux de prévalence est estimé à 1,5.
2.2. Amélioration de la fourniture d'eau potable et de l'accès à des systèmes adéquats d'évacuation des excréta, des eaux usées et ordures ménagères	En 2007 :	
	2.2.1. Etudes préparatoires à l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (RWSSI) finalisées;	Partiellement réalisé. Étude en cours.

3.2. Progrès vers les résultats par pilier.

A. Pilier I : Renforcement des infrastructures de base et des secteurs porteurs de croissance (stabilisation macroéconomique, transparence et lutte contre la corruption, accroissement de la production agricole, et réduction des coûts des facteurs)

3.2.1. **Stabilisation macroéconomique renforcée et gestion des ressources publiques améliorée (arriérés, dette, etc.).** Les principaux résultats visés sont examinés ci-après : En ce qui concerne le système de gestion de la dette publique amélioré et les arriérés apurés, bien que le processus doive être approfondi, le Gouvernement a amorcé l'amélioration de la gestion de la dette publique à travers la formation par Debt relief International (DRI) et AFRITAC (FMI) de plusieurs cadres du Ministère des Finances. Les arriérés de la dette publique qui étaient sensés être entièrement apurés en fin 2007, ne l'ont pas été à l'exception des arriérés envers les créanciers multilatéraux, et de l'accord de rééchelonnement avec le Club de Paris. En ce qui concerne la gestion du portefeuille de l'Etat renforcée, elle devait se traduire par la réduction de 50% des retards sur l'examen des états financiers des entreprises publiques et parapubliques. En fin 2007, aucune action significative n'avait été enregistrée à cet effet. Concernant le contrôle de la gestion publique renforcé, à partir de 2007, les lois de règlement devaient être produites dans les délais et régulièrement examinées par la Chambre des comptes et l'Assemblée nationale. En fin 2007, les lois de règlement n'étaient toujours pas produites. Quant au système opérationnel d'information et de suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), même si le système de suivi n'est toujours pas opérationnel, le Gouvernement a réalisé les indicateurs attendus en fin 2007, notamment l'élaboration du DSRP II basé sur une enquête QUIBB et la mise à jour de la carte de la pauvreté.

3.2.2. La situation du pays n'a pas en effet permis à la Banque d'appuyer suffisamment le GdG à atteindre les résultats arrêtés. Le PAS V qui devait contribuer en 2006 à renforcer le dialogue macroéconomique avec la Guinée n'est pas intervenu parce que l'accord formel au titre de la FRPC du FMI auquel il était conditionné, n'a été conclu qu'en fin décembre 2007. Par ailleurs, le projet

d'appui institutionnel dédié à la gouvernance et à la gestion macroéconomique (PADIPOC), n'a démarré qu'en fin 2006, l'année 2007 ayant servi à préparer et lancer les acquisitions. Le projet d'appui aux communautés PDS, a toutefois contribué sur la période de revue à appuyer l'INS et le Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la pauvreté (SP-SRP) pour l'élaboration du cadre préliminaire de suivi-évaluation du DSRP II.

3.2.3. Transparence et lutte contre la corruption renforcée. De manière générale, il n'y a pas eu d'avancées significatives au niveau du système judiciaire et du fonctionnement de l'Agence nationale de lutte contre la corruption (ANLC). Néanmoins, au titre des actions notables, il convient de souligner l'adhésion au processus ITIE en 2005 (y compris la cooptation de la Guinée au Conseil d'administration de l'initiative), et l'organisation de missions d'audits de l'ensemble des départements ministériels (29 structures d'Etat), des projets/programmes, et des huit (8) gouvernorats que compte le pays. Pour ce qui est des indicateurs de résultat du DSPAR, les actes de la chaîne pénale qui devaient avoir été mis en place dans le cadre de l'opérationnalisation de la stratégie de lutte contre la corruption n'ont toujours pas été adoptés. Par ailleurs, bien que le Bureau des plaintes de l'ANLC ait vu le nombre de plaintes s'accroître (33 plaintes en 2006 contre 16 en 2005), aucune n'a donné lieu à un procès. Cela, dans un contexte où l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire demeurent limitées, en plus du manque d'équipements des juridictions. En ce qui concerne la contribution de la Banque, la situation d'incertitude et d'instabilité sociopolitique n'a pas permis d'élaborer le Profil de gouvernance initialement prévu. Qui plus est, et le projet PADIPOC qui devait apporter un appui dédié, n'a démarré que très tardivement.

3.2.4. Production agricole accrue et sécurité alimentaire assurée. Le GdG n'est pas arrivé à assurer la sécurité alimentaire sur la période de revue. En effet, bien que la production de riz se soit accrue (1008 tonnes en 2007 contre 900 tonnes en 2005), le taux de croissance de 3,3%, 4,2%, et 3,3%) du PIB agricole respectivement en 2005, 2006, et 2007, a été largement en deçà des 10% fixés dans le cadre du DSRP I. En ce qui concerne spécifiquement les indicateurs de résultats du DSPAR, en fin 2007, 10% de bas fonds et 20% de terres pour la culture pluviale (aménagements hydro agricoles) devaient être aménagés. Ces aménagements n'ont quasiment pas été réalisés, les activités ayant à peine démarré. En ce qui concerne la contribution de la Banque, le fonctionnement des projets nationaux, notamment le Projet d'appui au développement rural en Haute Guinée PADER-HG et Projet NIR2 (pistes), et du projet multinational NERICA (essentiellement concentré sur l'amélioration de la production de riz) qui y étaient dédiés, a été fortement obéré par les suspensions récurrentes des décaissements entre 2005 et 2006 et les troubles sociaux qu'ont connus le pays en 2006 et 2007.

3.2.5. Coûts des facteurs réduits visant l'amélioration de la compétitivité de l'économie. La part des transports dans le PIB devait être accrue de 5% en 2005 à 7% en 2007, et le coût d'exploitation des véhicules devait être réduit de 35%. Les indicateurs retenus sont insuffisants pour mesurer la réduction du coût des facteurs, et les informations disponibles n'ont pas permis de mesurer le coût moyen d'exploitation des véhicules. Néanmoins en 2007, le PIB des transports est demeuré à environ 5% du PIB. Les interventions de la Banque qui devaient permettre d'atteindre les résultats identifiés sont le projet de réhabilitation des pistes rurales (PNIR2) et le projet de route Tombo-Gbéssia. Outre les problèmes relatifs à l'exécution du PNIR2, le réaménagement de la route Tombo-Gbéssia n'a pas démarré (condition de premier décaissement pas réalisée, la preuve du paiement des personnes expropriées n'a pas été fournies, et les deux premiers appels d'offres ont été infructueux, au moment de la revue).

3.2.6. En conclusion, les performances du Gouvernement et de la Banque visant à renforcer les infrastructures de base et les secteurs porteurs de croissance ont été insuffisantes. Par ailleurs, les recommandations du Conseil n'ont pas été suivies, à l'exception des progrès significatifs en 2007 visant, dans le cadre des négociations pour la conclusion d'un programme soutenu par la FRPC du FMI, à stabiliser le cadre macroéconomique, qui ont permis à la Guinée de renouer avec la communauté financière internationale et de prétendre bénéficier en 2009 de l'allégement de sa dette.

B. Pilier II : Amélioration des services sociaux de base (accroissement des taux d'éducation scolaire, réduction du taux de prévalence du VIH/SIDA, et amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement)

3.2.7. Taux d'accès à l'éducation secondaire et primaire amélioré, et prévalence du VIH/SIDA. Le GdG a fait des progrès pour la réalisation des indicateurs de résultat du DSPAR, visant à améliorer les taux d'achèvement au primaire et au secondaire. Le TBS au primaire est passé de 77% en 2004 à 80% en 2007 (85% attendu selon DSPAR), et le TBS est passé de 35% en 2004 à 49% en 2007 (50% attendu selon DSPAR). Le ratio fille/garçon dans l'éducation de base est passé de 43% en 2004 à 48,3% en 2007 (50% attendu selon DSPAR). Le taux de prévalence du SIDA est estimé à 1,5% en 2007 (il devait être maintenu à moins de 5%). Les efforts budgétaires maintenus dans la santé et l'éducation (hausse de 13,5% du PIB en 2005 à 14,7% en 2006 des dépenses d'investissement d'éducation et maintien pour la santé, contrairement à une baisse observée dans les autres secteurs prioritaires) conjugués à l'intervention des partenaires au développement ont permis d'obtenir ces avancées en terme de résultats.

3.2.8. En ce qui concerne la Banque, si sa contribution à ces résultats est clairement identifiée pour l'éducation, elle ne l'est pas pour le VIH/SIDA. En matière d'éducation, les indicateurs de résultat non réalisés (construction de classes, logements de maîtres, forages, formation en planification, et élaboration du plan de maintenance des infrastructures), sont liés au Projet Education IV (approuvé en juillet 2005) qui n'avait réalisé que 10% de ses activités physiques. La principale contribution de la Banque émane du projet Education III (dernier décaissement intervenu en juillet 2006). Par la réalisation de 252 salles de classe et de 90 salles supplémentaires, de 342 nouveaux blocs administratifs, de 97 puits et 114 latrines, le projet a contribué à améliorer la couverture scolaire de la région de N'zérékoré, la capacité d'accueil du système éducatif en milieu rural dans la zone du projet, et les conditions d'enseignement dans cette région. Il a contribué à renforcer les capacités du système éducatif, à améliorer la qualité des enseignements élémentaire et secondaire, par les infrastructures, l'encadrement, et la fourniture de matériels didactiques et pédagogiques.

3.2.9. Accès à l'eau potable accru, et accès à l'assainissement amélioré. Pour accroître l'accès à l'eau potable, le gouvernement visait la réalisation en 2007 de 15.000 (11.000 en 2004) points d'eau modernes (PEM). En fin 2007, on dénombre 12.814 PEM. *La Banque contribue à l'amélioration* de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement à travers le Projet d'hydraulique rurale en Haute-Guinée (PHR-HG), dont la date de clôture est fin 2008. Il vise la réalisation de 1.100 forages, 6 AEP solaires, 5.200 latrines (2.500 latrines familiales et 100 latrines collectives, dans les préfectures de Dabola et Faranah) et 2.500 latrines familiales et 100 latrines collectives dans les préfectures de Kankan, Kouroussa et Sigui. En fin 2007, seule la réalisation des latrines dans les préfectures de Dabola et Faranah avaient démarré. Ainsi, sur 2600 latrines à réaliser, 400 latrines ont été construites (15%), parmi lesquelles 333 familiales et 4 latrines collectives sont fonctionnelles, et 67 étaient en voie d'achèvement. Pour l'eau potable, en fin 2007, sur 1.100 forages, 519 forages ont été réalisés (47%), et permettent de desservir 186.840 personnes.

3.3. Questions liées à l'allocation des ressources

3.3.1. Pour le FAD X, l'exercice d'évaluation des performances de la Guinée avait permis de fixer l'allocation maximale à 32,9 millions d'UC (en dons) en 2005. Pour l'année 2007, l'allocation a été d'un montant de 26,8 millions d'UC, soit une diminution de ressources sur la période de revue de 6,1 millions d'UC, qui s'explique par les contreperformances en matière d'exécution des opérations, de gestion macroéconomique, et de mise en œuvre de réformes structurelles et en matière de gouvernance. Cela a résulté en une réduction de l'envergure du projet PADIPOC (gestion macroéconomique et gouvernance financière) et du projet Education IV. Le montant de l'allocation pour le FAD XI est fixé à 25.6 millions d'UC en 2008. La nécessité de poursuivre la mise en œuvre des réformes et d'accorder une priorité à l'exécution des projets du portefeuille de la Banque, constituera un point de dialogue avec le Gouvernement.

3.4. Questions liées à la gestion du portefeuille

3.4.1. Le portefeuille de la Banque comprenait au moment de la revue, 12 projets actifs pour un montant total de 96 millions d'UC dont 58 millions non décaissés, principalement 22 millions d'UC pour le secteur agricole (38%), 25 millions pour le secteur social (41%), 8 millions pour les infrastructures (14%), et 2,4 millions pour le multisecteur (4%). Sur les 10 opérations du portefeuille effectivement supervisés, l'on relève, pour un âge moyen de 6 ans et un taux de décaissement brut de 42%, 25% de projets âgés, 10% de projets à problèmes, et 50% de projets à risque. Les principaux problèmes du portefeuille concernent : (i) les sanctions récurrentes et les difficultés de mobilisation la contrepartie gouvernementale ; (ii) les problèmes sur les procédures d'acquisition ; (iii) l'inexistence au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) d'un point focal chargé du suivi de l'exécution du portefeuille de la Banque ; (iv) la faiblesse de la coordination de l'exécution budgétaire entre le MEFP, et les Ministères de tutelle des projets ; (v) la faiblesse des systèmes et procédures de gestion financière et comptable, et la non mise en œuvre systématique des recommandations des missions d'audit ; et, (vi) les longs délais de réaction aux avis de non objection attendus de la Banque. Le GdG s'est engagé à renforcer le suivi de l'exécution des projets de la Banque dans le cadre de la réorganisation en cours du MEFP et de la prochaine revue de portefeuille prévue en début 2009.

3.5. Développements en matière de coordination de l'aide et de l'harmonisation

3.5.1. Sur la période de revue, il n'y a pas eu d'évolution majeure concernant la coordination de l'aide et l'harmonisation des interventions des bailleurs de fonds. A l'exception de la cellule d'appui à l'ordonnateur du FED de l'Union européenne, et du suivi du programme du FMI auquel le Gouvernement consacre une cellule spécifique au sein du MEFP, le pays ne dispose pas d'un cadre institutionnel cohérent de coordination de l'aide. Par ailleurs, il n'existe pas de cadre formel pour l'harmonisation des interventions des partenaires au développement. Ce, à l'exception de la réunion des ambassadeurs du G8 qui constitue un lieu d'échange d'information, et du programme Education pour tous (EPT) coordonné par la Banque mondiale (la Banque a assisté en janvier 2008 à la dernière réunion de coordination, et le projet Education IV a prévu de contribuer de la coordination des activités des partenaires dans ce secteur). L'état de mise en œuvre de la Déclaration de Paris par la Banque en Guinée, en fin 2007, se trouve en annexe III.

3.6. Suivi et évaluation de la stratégie de la Banque

3.6.1. Si plusieurs missions de supervision ont été réalisées, permettant d'assurer un suivi des projets de la Banque, il convient de souligner qu'un suivi opérationnel global et coordonné des informations disponibles pour la mise en œuvre du DSPAR, n'a pas été systématisé. Les sanctions récurrentes et les troubles sociopolitiques, et les faiblesses structurelles de capacités (ressources humaines et financières) du Secrétariat Permanent de la SRP et de l'INS (qui devaient fournir des rapports périodiques) y ont significativement contribué.

IV. LECONS TIREES A MI-PARCOURS

4.1. Leçons pour la Banque

4.1.1. **Le pays s'est fragilisé.** La fragilisation du pays a été alimentée par l'instabilité sous régionale, notamment, la guerre civile au Libéria et en Sierra Leone (frontière sud), et des conflits en Guinée Bissau (frontière nord-ouest) et en Côte d'Ivoire (frontière est), à travers les mouvements de réfugiés (pression sociale et services sociaux) et l'insécurité. Par ailleurs, la baisse du revenu/tête depuis 2002 (US\$ 332 en 2006 contre US\$ 379 en 2002, plus de 10% de baisse) a contribué à accroître la pauvreté (incidence de 53,6% en 2005 contre 49,2% en 2002). Au fil des années, l'administration s'est déstructurée, nécessitant un programme de réhabilitation/renforcement des capacités d'envergure à l'instar des pays fragiles. Malheureusement, le pays n'est pas qualifié pour bénéficier de ressources additionnelles pour les

projets et programmes d'appui aux réformes du guichet I de la nouvelle facilité en faveur des pays fragiles de la Banque. Néanmoins, éligible au Guichet III de la Facilité pour les pays fragiles essentiellement dédié à l'assistance technique et à la formation, la Guinée pourra bénéficier de ressources limitées visant à appuyer le renforcement des capacités.

4.1.2. Sans soutiens budgétaires en 2008 et 2009, le pays aura d'énormes difficultés à passer le cap de la période d'ajustement. L'accélération du processus d'ajustement macroéconomique amorcé en 2007 pour contenir les déséquilibres résultant de pratiques de gestion non orthodoxes, devra être renforcée. La suspension du financement monétaire du déficit et le fonctionnement en base caisse, ne permettent pas de financer durablement, sans financements additionnels (appuis budgétaires et à la balance des paiements), dans un environnement socio-institutionnel fragilisé (y compris par les effets de la hausse des prix des produits de base), les réformes, le fonctionnement de l'administration, et les investissements publics dans les secteurs prioritaires. Cela, d'autant que les réformes structurelles requièrent du temps pour donner des résultats significatifs. La Banque envisage d'accorder un appui budgétaire indirect en 2008, à travers la prorogation exceptionnelle de l'allègement intérimaire (seuil de 40% à 50%).

4.1.3. Sans un appui soutenu des secteurs porteurs de croissance, le pays ne pourra pas relever le pari du développement visant à éliminer la pauvreté. Relever le pari du développement nécessite que l'Etat puisse accroître ses capacités de négociation et de gestion, tout en attirant des investissements importants dans les secteurs porteurs qui requièrent un ensemble minimal d'infrastructures publiques (routes, ports, etc.). En cela, le secteur minier où des investissements importants ont commencé et sont attendus (environ 27 milliards de dollars EU sur les sept prochaines années), nécessite une attention particulière¹. En effet, les investissements dans le secteur minier (accès, exportation, transformation) constituent une opportunité d'avoir un impact significatif sur la création de richesse, dans la mesure où les activités connexes (travaux d'infrastructure, service de transport, énergie, commerce, etc.), et leur diffusion aux autres secteurs, contribuera à développer les zones annexées aux zones minières. La Banque envisage de contribuer au financement de ce secteur, en commençant dès 2008 par les interventions dans l'extraction de la bauxite et sa transformation en alumine. Elle devra répondre de manière rapide en mobilisant ses guichets de financement (secteur privé, et financements enclaves sur le guichet BAD) et d'autres initiatives idoines dans le cadre de partenariats public-privé. Ce, d'autant plus qu'en dépit de la fragilisation du pays, depuis plus de trente ans, la production minière n'a pas été inquiétée par les troubles intervenus.

4.1.4. Présence sur le terrain pour renforcer la gestion du portefeuille, et le dialogue avec le GdG et les partenaires. Les indicateurs de résultats arrêtés pour revue à mi-parcours en fin 2007 (exceptés ceux relatifs au transport) étaient pertinents et à la portée du pays. N'eurent été les troubles sociopolitiques conjuguées aux difficultés financières, les performances de la mise en œuvre de la stratégie (y compris l'exécution du portefeuille) auraient été meilleures. Ainsi, même si l'élaboration du cadre des résultats pour la période restante tiendra compte de l'environnement socio-institutionnel, il convient de souligner que la présence d'un Bureau, que la Banque envisage dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation, s'avère indispensable pour répondre au besoin croissant de dialogue analytique (gouvernement et partenaires au développement), et pour assurer le suivi de l'exécution du portefeuille.

¹ **Le secteur minier représente** plus de 80% des recettes d'exportations, 30% des recettes de l'Etat, et 15% du PIB. Le sous sol de la Guinée regorge de ressources minières importantes, dont la bauxite (qui est au 1^{er} rang), l'or, le diamant, et d'importants gisements de minerais de fer inexploités. Avec une réserve estimée à 12 milliards de tonnes, la Guinée possède 1/3 des ressources mondiales de bauxite. Le pays exporte en moyenne 15 millions de tonnes par an, mais seulement 600 mille tonnes d'alumine. La bauxite de la Guinée fournit environ 50% du marché nord américain (Etats-Unis et Canada), et environ 10 à 15% de la production d'aluminium mondiale est réalisée à partir de la bauxite de Guinée.

4.2 Leçons pour le Gouvernement

4.2.1. **Mise en œuvre des réformes.** Approfondir les réformes est primordial. En effet, les progrès réalisés en matière de gestion des finances publiques, qui ont permis la reprise des appuis budgétaires, devront être poursuivis et renforcés par l'instauration et la systématisation de pratiques de bonne gouvernance, et l'accélération de la mise en œuvre du Plan de réforme des finances publiques (réorganisation institutionnelle des Ministères concernés ; outils de prévision, de programmation, et de préparation budgétaires ; nomenclature budgétaire et circuit de la dépense ; fiscalité intérieure et renforcement du dispositif de mobilisation des ressources intérieures ; renforcement du dispositif de mobilisation et de gestion des financements extérieurs, Révision des attributions du MEFP et des autres ministères, etc.). Car, la bonne mise en œuvre du programme appuyé par la FRPC en dépend, et cet instrument catalytique du FMI constitue un élément clé de la poursuite des appuis budgétaires et un déclencheur pour atteindre le point d'achèvement prévu en début 2009.

4.2.2. **Mise en œuvre du DSRP II (2008-2009).** Accélérer la mise en œuvre du DSRP II, est indispensable. Il ressort d'une évaluation de la Banque, qu'elle est affaiblie par : (i) le fait que le SP-SRP et l'INS ne disposent pas de ressources suffisantes (humaines et financières) pour la collecte des informations et le suivi de la mise en œuvre du DSRP II ; (ii) l'insuffisante appropriation du suivi/évaluation par les ministères sectoriels en tant qu'instrument de recadrage de la mise en œuvre des stratégies sectorielles ; (iii) l'absence d'un corpus des Plans d'actions prioritaires (PAP) ; (v) la faiblesse du lien entre les axes prioritaires, les plans d'action prioritaires existants, les cadres budgétaires (CDMT central et sectoriels), et le cadre de suivi-évaluation. Le GdG devra s'y atteler, et bénéficier également de l'appui des partenaires au développement à cet égard, notamment la Banque, qui appuiera le pays à travers l'accès au Guichet 3 de la facilité pour les pays fragile.

4.2.3. **Mise en œuvre des opérations de la Banque.** Accorder une place importante au suivi de la mise en œuvre des opérations de la Banque, est primordiale. En effet, l'absence d'un point focal au sein de l'administration guinéenne, pour la coordination de la mise en œuvre des opérations de la Banque a contribué à la faible performance relative à la mise en œuvre de la stratégie. L'affectation d'un tel point focal envisagé par le Gouvernement dans le cadre de la réorganisation des Ministères de l'Economie et des finances, et du Plan et de la Coopération, contribuera à y remédier.

V. STRATEGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR LA SECONDE ETAPE

5.1 Consultations avec les parties prenantes

5.1.1. La régularité et la profondeur des consultations dans la mise en œuvre du DSPAR avec le GdG et les autres partenaires, ont été affectées au cours de la période de revue par les troubles qu'ont connus le pays, et par l'absence d'un Bureau de la Banque en Guinée. En ce qui concerne la présente revue, les consultations avec les parties prenantes (Structures de l'Etat, Gouvernement, Société civile, Syndicats du Patronat, Commission financière du Parlement, Partenaires au développement, etc.) se sont déroulées sous formes de rencontres et d'atelier de travail. Il y a eu unanimité sur la nécessité d'approfondir la gouvernance, qui demeure une priorité extrême et transversale. Par ailleurs, la réhabilitation du réseau électrique, puis l'assainissement et l'eau, l'agriculture, les routes, le secteur social, et les mines, ont été soulignés comme les secteurs prioritaires.

5.2 Stratégie pour la réalisation des objectifs pour la période restante (2008-2009)

5.2.1. La Banque maintiendra les objectifs stratégiques de son assistance, d'une part parce qu'elle ambitionne d'améliorer et de consolider le début des résultats atteints, et d'autre part parce que les objectifs soutiennent pleinement les enjeux du DSRP II, que sont : (i) l'amélioration de la

gouvernance et le renforcement des capacités ; (ii) l'accélération de la croissance et l'élargissement des opportunités d'emplois pour tous ; et, (iii) l'amélioration de l'accès à des services sociaux de qualité. La Banque contribuera à renforcer les capacités du Gouvernement afin d'accélérer la cadence des réformes structurelles et de gouvernance pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE au début de 2009 (la reprise de l'allégement intérimaire est envisagée en 2008), et amorcer le processus visant à maîtriser et bénéficier de l'exploitation des ressources minières. Il s'agira par ailleurs d'appuyer le développement des infrastructures énergétiques et minières, et d'appuyer les transports, le développement rural, le développement social (éducation de base et appui aux communautés), la préparation des stratégies sectorielles (y compris de l'eau). En ce qui concerne spécifiquement la réponse de la Banque visant à aider la Guinée trouver une solution à la crise alimentaire, il s'est agi à court terme de redimensionner le portefeuille des projets en cours d'exécution afin de dégager des ressources pour contribuer au financement, entre autres, des semences et engrais. Pour ce qui est du moyen et long terme, il est envisagé au cours du FAD XI de renforcer l'exécution des projets agricoles du portefeuille. Le tableau ci-après résume les interventions dans le cadre du FAD XI.

Tableau 2 : Résumé des principales interventions en 2008-2009.

Année	2008	2009
Pilier I : Renforcement des infrastructures et des secteurs porteurs de croissance		
Nouvelles opérations Nationales		
	1. Projet de réhabilitation du réseau électrique de Conakry (12 millions d'UC/Guichet FAD). 2. Projet de financement de l'usine d'alumine de Sangarédi de Global Alumina (Guichet BAD-Secteur Privé montant indicatif de 150 millions d'UC environ). 3. Projet de financement des infrastructures d'accompagnement de l'usine de GAC (Guichet BAD-Projet enclave, montant indicatif de 100 millions d'UC environ/ sur total requis de 225 millions d'UC).	
Renforcement d'opérations en cours		
	4. Prorogation de l'allégement intérimaire (de 40% à 50%)/correspond à un soutien budgétaire indirect d'environ 11 millions de dollars EU.	5. Renforcement du PADIPOC (sous réserve de ressources disponibles, combiné avec appui d'assistance technique du Guichet III de la facilité pour les pays fragiles).
Nouvelles opérations Régionales		
	6. Projet d'appui au développement du Système de paiement ZMAO (Guinée, Gambie, Sierra Leone). 7. Projet de Route Boke-Kebo (avec Guinée Bissau). 8. Projet de barrage hydroélectrique OMVG. 9. Etude barrage Hydroélectrique de Souapiti.	
Etudes économiques et sectorielles		
	10. Sources de la croissance/opérationnalisation du DSRP II.	11. PEMFAR/collaboration avec BM.
Pilier II : Amélioration des services sociaux de base		
Renforcement d'opérations en cours		
	12. Don supplémentaire au Projet de route Tombo-Gbessia (<i>montant indicatif : 5 millions d'UC sous réserve de ressources disponibles</i>).	

5.3. Mise en œuvre de la stratégie au cours de la période restante.

5.3.1. Le suivi de la mise en œuvre de la stratégie sera réalisé en étroite collaboration avec le MEFP, et en coordination avec les autres partenaires au développement. En attendant l'ouverture d'un Bureau, une attention particulière sera accordée à l'accélération de la mise en œuvre des projets, et aux questions de coordination par le Ministère de l'Economie, du suivi des opérations de la Banque en Guinée dans le cadre du renforcement envisagé du PADIPOC. *Le résumé des indicateurs de résultats est présenté en annexe I.*

5.4. Questions liées au dialogue

5.4.1. Le dialogue de la Banque portera principalement sur les faiblesses apparues suite à l'exercice d'évaluation des performances, notamment sur la gestion macroéconomique, les politiques et mesures visant la transparence et la lutte contre la corruption dans le secteur public, et l'exécution des opérations du portefeuille de la Banque. Cela se fera par le renforcement de la présence (accélération des démarches relatives à l'implantation d'un Bureau), et à travers la formation, la dissémination et la mise en application d'importants documents de politiques approuvés ou en cours de finalisation, relatifs à la rationalisation des fonctions de passation des marchés et de gestion financière, aux dépenses éligibles au financement de la Banque, au renforcement des systèmes nationaux, etc.

5.5. Risques et mesures d'atténuation

5.5.1. Le premier risque est relatif à la fragilité du système sociopolitique et institutionnel, qui, conjuguée à la fragilité sécuritaire sous régionale (Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Sierra Leone, et Libéria), pourrait saper la bonne organisation des élections, créer des troubles, et mettre un terme à la mise en œuvre des réformes. Les efforts de dialogue de la CEDEAO et de l'UA, le bon fonctionnement du cadre de concertation créé à l'issue des événements (mobilisé à travers un dialogue inter guinéen pour désamorcer les conflits), l'implication au niveau du dialogue politique de l'UE, du PNUD, de l'Ambassade de France, et de l'USAID, ainsi que la volonté des bailleurs de fonds d'appuyer le renforcement des capacités de l'administration, constituent des mesures d'atténuation.

5.5.2. Le deuxième risque est celui d'un retard important dans l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE. La hausse des prix des produits de base, conjuguée à un environnement institutionnel fragilisé, accroît les tensions budgétaires et rend la mise en œuvre des réformes tributaire des soutiens budgétaires. La non matérialisation (ou un retard important) des promesses de soutien budgétaire, pourrait saper la bonne mise en œuvre des réformes, et retarder l'atteinte du point d'achèvement, tout en réduisant les dépenses allouées aux secteurs prioritaires. Le consensus que tout doit être fait pour maintenir le programme, élément clé du point d'achèvement, le suivi étroit de l'exécution du programme par les IBW, la reprise exceptionnelle de l'allégement intérimaire envisagée par la Banque et le soutien budgétaire programmé des autres partenaires constituent des mesures d'atténuation.

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

6.1. Conclusion

6.1.1. De la revue effectuée pour le DSPAR 2005-2007 de la Guinée, il ressort que la fragilisation de l'environnement socioéconomique et institutionnel du pays n'ait pas permis à la Banque et au pays de réaliser la plupart des indicateurs du cadre de résultat. Les deux piliers du DSPAR, notamment le renforcement des infrastructures de base et des secteurs porteurs de croissance, et l'amélioration des services sociaux de base qui continuent d'adhérer aux axes du DSRPII 2007-2010, seront maintenus.

6.2 Recommandation

6.2.1. Les Conseils sont invités à approuver le programme d'activités proposés pour la Guinée au cours de la période 2008-2009, sur la base de l'allocation du FAD XI.

Annexe I : Guinée, Cadre des résultats à fin 2009

Objectifs stratégiques à long terme					
Résultats obtenus par la Guinée dans les ODM	Produits et réalisations du DSP que la Banque compte influencer	Indicateurs intermédiaires pour les réalisations du DSP	Progrès dans la réalisation des indicateurs de résultats		Interventions/Produits pour la réalisation des résultats
			Situation de l'indicateur pour l'année de base-2007(étalonée)	Situation de l'indicateur pour 2009	
Reduire la pauvreté	Incidence de la pauvreté	%age de l'incidence de la pauvreté	55,70%	49,70%	
Pilier I : le renforcement des infrastructures de base et des secteurs porteurs de croissance					
Obtenir une croissance soutenue	PIB réel	Tx de croissance moyen annuel du PIB réel	1,70%	5,30%	
	Plan d'action de la stratégie de lutte contre la corruption mis en œuvre	Nombre moyen de cas de corruption jugés	0	10	PADIPOC + Assistance technique du Guichet 3 de la Facilité pour les Etats fragiles,
	Déséquilibres macroéconomiques résorbés (ajustement réussi)	Revue satisfaisantes du programme de réforme du GVT appuyé par la FRPC(approuvé en fin 2007)	0 Revue satisfaisantes	4 Revues satisfaisantes	PAS V(y compris appui institutionnel pour renforcer la mise en œuvre, avec ancrage sur le PADIPOC)
	Cadre institutionnel de suivi-évaluation du DSRP II opérationnel	Plan d'action prioritaire pour chaque secteur prioritaire élaboré CDMT central opérationnel utilisé pour la préparation et l'exécution budgétaire CDMT sectoriel par secteur prioritaire utilisé pour la préparation et l'exécution budgétaire	0 Plan d'action prioritaire opérationnel pour chaque secteur prioritaire élaboré 0 CDMT central opérationnel utilisé pour la préparation et l'exécution budgétaire Seulemnt 1 CDMT sectoriel opérationnel (Education) utilisé pour la préparation et l'exécu	1 Plan d'action prioritaire opérationnel pour chaque secteur prioritaire élaboré 1 CDMT central utilisé pour la préparation et l'exécution budgétaire 1 CDMT sectoriel par secteur prioritaire utilisé pour la préparation et l'exécution budgétaire	PAS V(y compris appui institutionnel pour renforcer la mise en œuvre, avec ancrage sur le PADIPOC)
	Accès des populations à l'électricité Productivité du secteur améliorée	Nbre de CRD Electrifiés Nbre de groupes thermiques disponibles % d'augmentation de la facturation	0 CRD Electrifiés 0 groupes thermiques disponibles 45% facturés	3 CRD Electrifiés 1 groupes thermiques disponibles 70% facturés	Projet de réhabilitation réseaux électriques de CKRY
	Production agricole améliorée	Valeur ajoutée de l'agriculture en % du PIB	13%	15%	Projet dev agr. Hte Guinée Projet de Pistes Rurales PNIR2
	Production Minière accrue	% Mines dans recettes de l'Etat	30%	38%	Projet Usine Alumine Global Alumina
	Système de paiement amélioré	Système de règlement des transctions en tps réel (RTGS) Système informatisé de traitement des chèques Système/Chmbre automatisée de compensation des chèques	0 RTGS opérationnel 0 Système informatisé de traitement des chèques opérationnel 0 Système/Chmbre automatisé compensation des chèques opérationnel	1 RTGS opérationnel 1 Système informatisé de traitement des chèques opérationnel 1 Système/Chmbre automatisé compensation des chèques opérationnel	Projet d'appui au développement du Système de paiement (Guinée, Gambie, Sierra Leone)
Pilier II : l'amélioration des services sociaux de base					
Assurer l'accès équitable à l'éducation de base					
	Nombre d'enfants scolarisés au primaire et secondaire finissant leur cycle en hausse	TBS au primaire TBS au secondaire Ratio fille/garçons	TBS au primaire= 80% TBS au secondaire=49% Ratio fille/garçons=48%	TBS au primaire=85% TBS au secondaire=54% Ratio fille/garçons=53%	Projet Education IV
		Nbre de salles de classes construites Nbre de logements de maîtres construits Nbre de filles défavorisées ayant reçu cartables et fournitures scolaires	0 de salles de classes construites 0 logements de maîtres construits 0 filles défavorisées ont reçu cartables et fournitures scolaires	90 salles de classes construites 90 logements de maîtres construits 5000 filles défavorisées ont reçu cartables et fournitures scolaires	Projet Education IV
	gestion du système éducatif renforcée	Nbre d'agents formés en planification de l'éducation Plan de maintenance des infrastructures	0 agents formés en planification de l'éducation Pas de Plan de maintenance des infrastructures élaboré	30 agents formés en planification de l'éducation 1 Plan de maintenance des infrastructures élaboré	Projet Education IV Projet Education IV
Réduire de moitié le % de la population n'ayant pas accès à l'eau potable					
	Fourniture d'eau potable améliorée	%age de hausse du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural Degré de finalisation des études du schéma Directeur, Degré de préparation du programme d'investissement prioritaire 2015 pour l'EAPA en milieu rural et urbain	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural=65% Le schéma Directeur n'est pas finalisé Le programme d'investissement prioritaire 2015 pour l'EAPA en milieu rural et urbain, pas finalisé	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural=70% Le schéma Directeur est finalisé et validé Le programme d'investissement prioritaire 2015 pour l'EAPA en milieu rural et urbain, est finalisé	Projet d'hydraulique villageoise en HG Etude du Prog, AEPA
Améliorer la capacité des communautés à générer des revenus					
	capacités des communautés à générer des revenus accrues (Haute et Moyenne Guinée)	Réduction Proportion des pauvres dans les 2 régions cibles Nbre de personnes formées à la gestion des projets communautaires	Proportion des pauvres=52% 25 962 pers. ont été formées à la gestion des projets communautaires	%Proportion des pauvres=47% 40 000 pers. ont été formées à la gestion des projet communautaires	Projet développement social(PDSD)

Annexe II : Portefeuille de la Banque en Guinée en fin juin 2008.

N°	Div.	Projets	Numéro d'identification	Montant (UC)	Sign.	Mise en vigueur	Date de dernier décaissement	Montant décaissé	Montant non décaissé	Taux% décaissement (fin 2007)	Taux% décaissement (actuel)	Date dernière supervision
1	OSAN (H. Dossou)	PROJ. APPUI DEV. RURAL HTE GUINEE	P-GN-AA0-009	10 000 000,00	18.08.00	29.06.01	30.06.09	6 452 891,54	3 547 108,46	61,82	64,53	26.11.07
2	OSAN (H. Dossou)	PPF DEV. RURAL FOUTA-DJALLON	P-GN-AA0-021	490 000,00	29.09.06	29.09.06	31.08.08	247 453,07	242 536,93	42,41	50,50	26.11.07
3	OSAN (S. Tounkara)	PROJ. PECHE ARTISANALE & PISC.	P-GN-AAF-006	5 000 000,00	18.08.00	25.11.00	30.12.08	4 471 761,72	528 238,28	77,82	89,44	30.01.08
4	OSAN (M. Tarhouni)	PROJ. HYDRAUL. RURALE HTE GUINEE	P-GN-AB0-004	15 000 000,00	09.12.02	27.06.03	31.12.08	5 611 692,76	9 388 307,24	33,59	37,41	25.11.07
5	OSAN (M. Tarhouni)	PROJET DE PISTES RURALES/PNIR	P-GN-AB0-005	8 100 000,00	16.01.03	22.03.04	31.12.08	1 401 597,77	6 698 402,23	13,44	17,30	25.11.07
6	OINF (M. Amara)	PROJ. REAMENAG. ROUTE TOMBO-GRESSIA (**)	P-GN-DB0-005	8 250 000,00	22.07.05	22.07.05	31.12.2010	0,00	8 250 000,00	0,00	0,00	25.10.07
7	OWAS (K. Ba)	ETUDE DU PROGR. AEP - EAU POT.	P-GN-E00-004	1 000 000,00	05.06.06	05.06.06	31.12.08	419 670,94	580 329,06	41,97	41,97	05.11.07
8	OSHD (G.N. Muteta)	APPUI ACTIV. ECONOM. FEMMES	P-GN-I00-001	3 000 000,00	22.01.98	29.03.99	31.12.08	1 544 731,47	1 455 268,53	51,49	51,49	27.01.08
9	OSHD (G.N. Muteta)	PROJ. DEV. SOCIAL DURABLE HTE & MOY. GUINEE	P-GN-I00-003	20 000 000,00	07.12.01	28.05.02	31.12.08	9 275 759,64	10 724 240,35	42,91	46,38	27.01.08
				1 750 000,00				13.05.03	956 222,26	793 777,74	43,31		45,36
10	OSHD (AD. Sow)	PROJ. APPUI DEV. EDUCATION	P-GN-IA0-004	14 000 000,00	22.07.05	22.07.05	31.12.2011	4 999 617,51	90 003 882,49	33,19	35,71	25.04.07
11	OSHD (NR. Wangi)	PROJ. RENF. SYST. SANTE - III	P-GN-IB0-001	600 000,00	01.12.00	27.09.01	30.06.08	504 470,84	95 529,16	84,08	84,08	17.10.07
				6 500 000,00				5 008 903,92	1 491 096,08	73,15	77,06	
12	OSGE (M. Mallberg)	PADIPOC - Gestion de la Dette & Investiss.	P-GN-K00-005	2 500 000,00	15.09.06	15.09.06	31.12.2010	54 828,96	2 445 171,04	2,19	2,19	27.11.06
TOTAL: 12 projets en cours				96 190 000				40 949 602	136 243 888	39,16	42,5%	

Annexe III : Indicateurs de performance du portefeuille à fin 2007*

Indicateurs	2007
Evaluation du portefeuille	
Nombre de projets en cours effectivement supervisés	10
Age moyen du portefeuille (année)	6ans
Proportion de projets âgés (%)	25%
Proportion des projets à problème (%)	10%
Proportion des projets potentiellement à problèmes (%)	40%
Proportion des projets à risque (%)	50%
Taux de décaissement brut	42%
Gestion du Portefeuille	
Revue de portefeuille (RPP) au cours de l'année	Non
Nombre moyen de supervision par an	1,5
Taille moyenne des opérations (moins d'UC)	8 millions

* N'ont été pris en compte que les 10 projets effectivement supervisés en 2007, sur 12 opérations.



Enquête 2008

De la mise en œuvre de la Déclaration de Paris
Forum de haut niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide

Questionnaire pour
les donateurs

2

Information sur le donneur

- Nom du donneur : **BAD**

Indicateur 3: Les apports d'aide sont alignés sur les priorités nationales

- A combien se sont chiffrés vos versements d'APD¹ en faveur de ce pays pour...
 - Q^d1. ...l'année civile 2007 ? USD¹ **20,9 millions**
 - Q^d2. ...l'exercice budgétaire 2006/07 ? USD [Remplir] si l'exercice budgétaire ne correspond pas à l'année civile
- Sur ce total, quelle somme était destinée au secteur public pour ...
 - Q^d3. ...l'année civile 2007 ? USD **20,9 millions**
 - Q^d4. ...l'exercice budgétaire 2006/07 ? USD [Remplir] si l'exercice budgétaire ne correspond pas à l'année civile

Indicateur 4: Renforcer le développement des capacités par un soutien coordonné

- A combien se sont chiffrés vos versements au titre de la coopération technique pour l'année civile 2007 ?
 - Q^d5. USD **0,084 millions**
- A combien se sont chiffrés vos versements au titre de la coopération technique à travers des programmes coordonnés à l'appui du renforcement des capacités pour l'année civile 2007 ?
 - Q^d6. USD **0**

Indicateur 5a: Utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques

- A combien se sont chiffrés les versements d'APD au secteur public pour l'année civile 2007 pour lesquels vous êtes conformé... :
 - Q^d7. ... aux procédures nationales d'exécution du budget ? USD **0**
 - Q^d8. ... aux procédures nationales de reporting financier ? USD **0**
 - Q^d9. ... aux procédures nationales d'audit ? USD **0**
 - Q^d10. ... aux trois catégories de procédures nationales susmentionnées ? USD **0**

Indicateur 5b: Utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés

- A combien se sont chiffrés les versements d'APD au secteur public pour l'année civile 2007 pour lesquels vous êtes conformé aux procédures nationales de passation des marchés ?
 - Q^d11. USD **0**

Indicateur 6: Renforcer les capacités en évitant les structures de mise en œuvre parallèles

- A combien d'unités parallèles de mise en œuvre de projets avez-vous fait appel au cours de l'année civile 2007 ?
 - Q^d12. Nombre d'unités parallèles: **12**

Indicateur 7: L'aide est davantage prévisible

- Quel était le montant total des versements d'APD au secteur public programmés pour l'année civile 2007 ?
 - Q^d13. USD **32,8 millions**

Indicateur 9: Utilisation de procédures ou dispositifs communs

- A combien s'est montée l'APD que vous avez versée dans le cadre d'approches fondées sur des programmes au cours de l'année civile 2007? *Merci de préciser les sommes qui sont passées, respectivement, par...*
 - Q^d14. ...un Soutien budgétaire direct dans le cadre d'une approche-programme ? USD **0**
 - Q^d15. ...d'autres formes d'aide reposant sur une approche-programme ? USD **0**

Indicateur 10a: Missions conjointes

- Combien de missions sur le terrain avez-vous effectuées au cours de l'année civile 2007 ?
 - Q^d16. Nombre de missions : **2**
 - Q^d17. Sur ce total, combien ont donné lieu à une coordination : **2**

Indicateur 10b: Travaux analytiques par pays effectués conjointement

- Combien d'analyses par pays avez-vous effectuées au cours de l'année civile 2007 ?
 - Q^d18. Nombre d'analyses **0**
 - Q^d19. Sur ce total, combien ont donné lieu à une coordination: **0**

Les définitions des principaux termes et des précisions complémentaires relatives à tous les indicateurs inclus dans ce questionnaire, sont fournies sur le site internet de l'OCDE, à l'adresse suivante :

www.oecd.org/dac/hlfsurvey : les définitions

Annexe V : Principaux indicateurs macroéconomiques

Table 1. Guinea: Selected Economic and Financial Indicators, 2005–10

	2005	2006	2007		2008	2009	2010
	Est.	Est.	Prog. ¹	Est.	Proj.	Proj.	Proj.
(Annual percentage change, unless otherwise indicated)							
Income							
GDP at constant prices	3.0	2.4	1.5	1.8	4.5	4.7	5.0
GDP at current prices	31.2	37.0	21.6	18.3	19.4	15.4	12.6
GDP deflator	27.4	33.8	19.8	16.3	14.2	10.2	7.2
Consumer prices							
Average	31.4	34.7	23.4	22.9	17.9	9.3	8.3
End of period	29.7	39.1	15.0	12.8	15.0	10.0	7.0
External sector							
Exports, f.o.b. (US\$ terms)	11.3	23.5	6.8	6.7	26.0	10.6	8.4
Imports, f.o.b. (US\$ terms)	12.6	24.8	27.0	9.6	34.9	11.5	4.2
Terms of trade							
Percentage change	-6.7	10.2	-6.1	-8.2	-8.5	-3.1	4.0
Average effective exchange rates (depreciation –)							
Nominal index	-38.0	-31.4	...	19.4	...	...	...
Real index	-21.3	-10.1	...	43.7	...	...	...
Money and credit							
Net foreign assets ²	5.2	10.4	0.7	2.1	6.2	...	...
Net domestic assets ²	32.0	49.0	5.1	2.6	18.0	...	...
Net claims on government ²	7.9	42.7	5.6	2.7	3.0	...	...
Credit to nongovernment sector ²	15.2	12.8	3.3	0.2	6.3	...	...
Broad money	37.2	59.4	5.8	4.7	24.2	...	...
Reserve money	25.0	84.1	11.9	11.0	22.2	...	...
Treasury bill rate (end of period)	23.4	22.0	...	20.0	...	...	...
(Percent of revised GDP)							
Central government finances							
Total revenue and grants	15.2	16.3	17.1	15.1	17.5	57.7	18.5
Revenue	14.5	14.8	14.8	14.3	15.6	16.5	16.9
Of which: nonmining revenue	11.0	10.2	10.9	11.0	11.9	12.7	13.0
Grants ³	0.7	1.5	2.3	0.8	1.9	41.2	1.6
Current expenditure	12.2	14.9	12.3	11.3	12.9	12.5	12.4
Of which: interest payments	3.1	3.7	2.4	2.4	2.5	2.0	1.8
Capital expenditure and net lending ⁴	4.7	4.7	4.5	3.5	5.5	6.0	6.5
Overall budget balance							
Including grants (commitment) ³	-1.6	-3.2	0.3	0.3	-1.0	39.1	-0.4
Excluding grants (commitment)	-2.3	-4.8	-2.0	-0.5	-2.9	-2.1	-2.0
Basic primary fiscal balance	3.5	1.5	3.5	3.7	3.5	4.0	4.2
Gross investment	23.3	20.2	17.1	24.5	26.2	27.2	28.1
Government (fixed capital formation)	3.2	3.2	3.6	2.7	4.2	5.0	5.4
Nongovernment	20.1	16.9	13.6	21.8	22.0	22.2	22.7
Domestic savings	21.9	18.8	7.0	22.9	21.9	22.1	24.4
Government	5.3	3.8	4.8	5.4	4.9	5.6	5.9
Nongovernment	16.6	15.1	2.2	17.6	16.9	16.5	18.5
External current account balance ⁵							
Including official transfers ⁶	-0.6	0.5	-10.8	-2.0	-5.4	-6.8	-6.3
Excluding official transfers ⁶	-1.0	-0.1	-11.4	-2.5	-5.8	-6.9	-6.5
Overall balance of payments ⁵	-1.2	-3.2	-1.5	-2.0	-1.7	-0.2	-0.3
(US\$ millions, unless otherwise indicated)							
Memorandum items:							
Exports f.o.b.	869.0	1,073.6	1,079.5	1,145.1	1,442.7	1,595.7	1,730.2
Imports f.o.b.	752.9	939.8	1,195.8	1,029.5	1,388.9	1,549.0	1,614.0
Overall balance of payments ⁶	-34.9	-89.4	-60.2	-82.5	-75.9	-9.4	-12.9
Net foreign assets (central bank) ⁶	-38.0	-31.4	-22.2	-34.5	4.9	136.9	250.0
Gross official reserves (months of imports) ⁷	0.5	0.8	0.4	0.4	1.0	2.0	3.0
Net international reserves ⁸	-94.7	-113.0	-69.4	-98.4	-54.4	92.4	208.0
External public debt (percent of GNFS exports)	336.1	280.3	249.9	268.0	203.4	85.3	77.1
Nominal GDP (GNF billions)	10,703.7	14,666.5	17,354.2	17,354.2	20,721.7	23,907.4	26,919.8

Sources: Guinean authorities and IMF staff estimates and projections.

¹ EBS/07/140.

² Percent of broad money stock at the beginning of the period.

³ Assumes that Guinea reaches the HIPC Completion Point at end-Dec. 2008 and the debt relief transactions will be booked in early 2009. Relief is shown as a stock of debt reduction.

⁴ Includes expenditure for restructuring.

⁵ Estimates and projections adjusted for profit repatriation by the mining companies, re-exports, and workers remittances.

⁶ Gross foreign assets of the central bank less its foreign liabilities.

⁷ Excluding imports for large mining projects and those financed by project loans from donors.

⁸ Reserve assets of the central bank (i.e., external assets immediately available to and controlled by it) less its foreign and domestic liabilities in foreign exchange (incl. foreign exchange deposits of local banks).

Annexe VI : Indicateurs des OMD (1990-2006)

Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD-MDG's)				
	1990	1995	2000	2006
Goal 1: Eradicate extreme poverty and hunger				
Employment to population ratio, 15+, total (%)	..	82	82	81
Employment to population ratio, ages 15-24, total (%)	..	73	72	70
Income share held by lowest 20%	..	..	..	..
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5)	..	..	21	23
Poverty gap at \$1 a day (PPP) (%)	..	..	..	..
Poverty headcount ratio at \$1 a day (PPP) (% of population)	..	..	..	..
Poverty headcount ratio at national poverty line (% of population)	..	40	..	..
Prevalence of undernourishment (% of population)	..	..	..	24
Vulnerable employment, total (% of total employment)	..	..	..	..
Goal 3: Promote gender equality and empower women				
Proportion of seats held by women in national parliament (%)	..	..	9	19
Ratio of female to male enrollments in tertiary education	..	..	..	24
Ratio of female to male primary enrollment	..	..	69	84
Ratio of female to male secondary enrollment	..	..	38	53
Ratio of young literate females to males (% ages 15-24)	..	..	..	..
Share of women employed in the nonagricultural sector (% of total nonagricultural employment)	30,3	..	..	..
Goal 4: Reduce child mortality				
Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)	35	61	42	67
Mortality rate, infant (per 1,000 live births)	139	123	111	98
Mortality rate, under-5 (per 1,000)	235	207	184	161
Goal 5: Improve maternal health				
Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19)	..	..	173	153
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	..	35	38
Contraceptive prevalence (% of women ages 15-49)	..	2	6	9
Maternal mortality ratio (modeled estimate, per 100,000 live births)	..	..	..	910
Pregnant women receiving prenatal care (%)	..	..	71	82
Unmet need for contraception (% of married women ages 15-49)	..	..	24	21
Goal 6: Combat HIV/AIDS, malaria, and other diseases				
Children with fever receiving antimalarial drugs (% of children under age 5 with fever)	..	..	..	44
Condom use, population ages 15-24, female (% of females ages 15-24)	..	..	5	10
Condom use, population ages 15-24, male (% of males ages 15-24)	..	..	28	35
Incidence of tuberculosis (per 100,000 people)	122	156	198	265
Prevalence of HIV, female (% ages 15-24)	..	..	..	1,2
Prevalence of HIV, total (% of population ages 15-49)	..	..	..	2
Tuberculosis cases detected under DOTS (%)	..	44	54	55
Goal 7: Ensure environmental sustainability				
Annual freshwater withdrawals, total (% of internal resources)	..	..	..	..
CO2 emissions (kg per PPP \$ of GDP)	0,2	0,2	0,2	0,1
CO2 emissions (metric tons per capita)	0,2	0,2	0,2	0,2
Forest area (% of land area)	30	..	28	27
Improved sanitation facilities (% of population with access)	14	16	17	18
Improved water source (% of population with access)	44	47	49	50
Marine protected areas, (% of surface area)	..	..	..	..
Nationally protected areas (% of total land area)	..	..	..	6,4
Other				
Fertility rate, total (births per woman)	6,6	6,3	6	5,5
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	430	500	410	400
GNI, Atlas method (current US\$) (billions)	2,6	3,7	3,4	3,7
Gross capital formation (% of GDP)	24,5	21,4	19,7	12,9
Life expectancy at birth, total (years)	47	50	53	56
Literacy rate, adult total (% of people ages 15 and above)	..	..	..	..
Population, total (millions)	6	7,3	8,2	9,2
Trade (% of GDP)	64,5	45,6	51,5	67,4

Source: Banque mondiale, World Development Indicators, Avril 2006